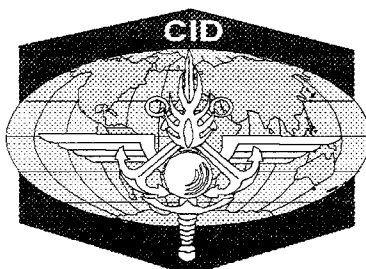


# MEMOIRE DE STRATEGIE

05/03/99

## VALEUR GEOSTRATEGIQUE DE LA MER BALTIQUE DANS LE CADRE DE L'ELARGISSEMENT DE L'OTAN

Commandant Magnus WESTERLUND  
CID 98-99 Groupe D4



# **VALEUR GEOSTRATEGIQUE DE LA MER BALTIQUE DANS LE CADRE DE L'ELARGISSEMENT DE L'OTAN.**

## **Table des Matières**

- 1. Introduction**
  - 2. La mer Baltique dans une perspective historique**
  - 3. Les aspects du droit international dans la région de la mer Baltique**
  - 4. Description de la géographie militaire de la mer Baltique**
  - 5. Les acteurs dans la région de la mer Baltique**
    - 5.1 Introduction
    - 5.2 Les Etats traditionnellement non-alignés
      - 5.2.1 *La Finlande*
      - 5.2.2 *La Suède*
    - 5.3 Les Etats de l'ex-URSS et le Pacte Varsovie
      - 5.3.1 *Les pays Baltes*
      - 5.3.2 *La Russie*
      - 5.3.3 *La Pologne*
    - 5.4 Les pays de l'OTAN et l'OTAN
      - 5.4.1 *Le Danemark*
      - 5.4.2 *L'Allemagne*
      - 5.4.3 *Les Etats-Unis*
      - 5.4.4 *L'OTAN*
  - 6. L'Elargissement de l'OTAN dans la région de la mer Baltique**
    - 6.1 L'Elargissement de l'OTAN
    - 6.2 Les réactions russes et l'accord de Paris
    - 6.3 Le Processus de l'élargissement et la sécurité future de la région de la mer Baltique
- 
- ## **Annexes**
1. Bibliographie
  2. Carte de la mer Baltique

## VALEUR GEOSTRATEGIQUE DE LA MER BALTIQUE DANS LE CADRE DE L'ELARGISSEMENT DE L'OTAN.

### **1. Introduction**

Avec le cinquantième anniversaire de l'OTAN cette année, la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie vont recevoir l'adhésion à l'organisation de défense. C'est un grand pas car il y a dix ans, ces Etats faisaient partie du Pacte Varsovie et constituaient ainsi un ennemi potentiel pour l'OTAN. La menace en Europe a changé radicalement après la décomposition de l'URSS. A la place, nous voyons actuellement une Europe avec un avenir très incertain. L'avenir est incertain en particulier dans la région de la mer Baltique, qui forme un creuset entre l'ancien système de l'Europe de l'Est et les essais maladroits visant à construire des démocraties stables et des économies de marché. Cette partie de l'Europe a, par l'histoire, une importance stratégique, pas seulement pour les pays autour la mer Baltique, mais aussi pour les grandes puissances de toutes les époques. Actuellement, le point d'intersection entre une OTAN en transformation, une Russie avec une démocratie fragile et un certain nombre d'Etats non-alignés, volontairement ou involontairement, se situe à cet endroit. Ces derniers vont être contraints de choisir une nouvelle voie pour leurs politiques de sécurité. Les parties les plus développées de la Russie se trouvent à proximité de cette région. Tout cela mis ensemble signifie que la valeur stratégique de la mer Baltique a de plus en plus augmenté, et que la région occupe toujours une position particulière, aussi bien au niveau régional que dans une perspective de grande puissance.

Ce mémoire se concentrera sur l'élargissement de l'OTAN dans la région de la mer Baltique et l'importance croissante de la mer Baltique pour une sécurité européenne. C'est pourquoi seul le cas de la Pologne, parmi les trois nouveaux membres de l'OTAN, sera discuté ici. De plus, le mémoire rendra compte de l'effort des pays Baltes à une adhésion à l'OTAN, de la position de la Russie et les pays non-alignés dans la région, ainsi que du rôle de l'OTAN. En fin, nous verrons quel pourra être le cours futur des événements.

Les limites sont les suivantes. Seul l'élargissement de l'OTAN dans la région de la mer Baltique sera discuté. Les pays Baltes seront présentés ensemble parce qu'ils ont déclaré qu'une adhésion éventuelle à l'OTAN doit se faire au même temps pour tous.<sup>1</sup> L'élargissement projeté de l'UE dans la zone sera traité seulement de manière générale. La validité des scénarios est limitée jusqu'à l'an 2015.

---

<sup>1</sup> Toivo Klaar, Baltic Security p.30

## 2. La mer Baltique dans une perspective historique

Déjà avant l'ère de vikings, la mer Baltique avait une grande importance comme un lien entre les hommes qui habitaient à proximité de la région, et elle les nourrissait. De plus, elle servait comme un fossé, qui protégeait les Etats autour la mer les uns des autres. Malgré ça, l'histoire a vu non seulement des ravages mais aussi des opérations militaires plus larges.

Des Etats et des associations différentes ont essayé d'établir le contrôle de la mer Baltique. Pendant les XIIIème et XIVème siècles l'union Hanséatique a eu, par moments, un contrôle presque total sur la région. Ce contrôle a eu aussi des éléments militaires puisqu'il y était nécessaire de protéger les communications maritimes des pirates en premier lieu. Pendant le XVème siècle la *Douane de la mer Baltique* fut instaurée, ce qui a en pour cause que la mer a été une mer fermée (*mare clausum*) pendant une longue période. Le but était de rompre la puissance Hanséatique, et la douane était un facteur conflictuel.

Du XIVème siècle jusqu'à la paix de Nystad en 1721, la Suède et le Danemark ont aspiré, avec des succès variables, à établir un contrôle total sur la mer Baltique. La volonté était d'empêcher les navires de guerre des autres pays de se montrer sur la mer. Pendant la première partie de la période, le Danemark a été la puissance maritime dans la région, surtout par son contrôle des détroits. Par la paix de Westphalie en 1648 et la paix de Roskilde en 1658, la Suède a établi le contrôle maritime ainsi que la possibilité de contrôler l'entrée et la sortie de la mer, grâce à la Scanie qui fut attribuée à la Suède.

Avec la paix de Nystad en 1721, le contrôle suédois de la mer Baltique a cessé. Elle est redevenue une *mare clausum*. Les riverains y ont réglé ensemble les conditions de circulation et ils ont interdit la présence des navires de guerre d'autres pays. Le période jusqu'à la guerre russo-suédoise entre 1808 et 1809 marque la fin de la puissance suédoise dans la région. La Russie, qui a continué à élargir l'empire fondé par Pierre le Grand, était à cette époque l'Etat dominant sur la mer Baltique.

A partir du XVIIème siècle, nous assistons à une ingérence des grandes puissances dans les conflits entre les pays de la mer Baltique. Le XVIIème siècle est dominé par les Hollandais qui soutenaient parfois les Suédois et des autres fois les Danois en vue de refuser aux deux un contrôle total de la mer. Pendant le XVIIIème siècle, l'Angleterre a essayé, en premier, d'arrêter l'extension suédoise et ensuite, par alliance avec la France, de retenir la Russie. L'intérêt des opérations dans la région la mer Baltique de la flotte anglaise et le ralliement suédois au Royaume-Uni pendant les guerres napoléoniennes ont impliqué que la mer, dans la pratique, est devenue une mer libre. A cause de la position russe de plus en plus forte il était dans l'intérêt de la Suède, avant tout, mais aussi du Danemark, que des flottes étrangères, en premier l'anglaise, soient présentes sur la mer Baltique comme un contrepois à la menace de l'Est. Depuis le début de XIXème siècle la Suède a considéré la mer Baltique comme une mer libre, ouverte aux navires de guerre étrangers.

La situation de la mer Baltique comme une *mare clausum* a cessé dans la pratique avec la guerre de Crimée, quand une force navale franco-britannique à, pendant quelques années, complètement dominé la région. Deux ans plus tard, en 1857, *la Douane de la mer Baltique* est supprimée, mesure qui a finalement renforcé la situation de la mer Baltique comme une mer libre.

La fin de la guerre russo-chinoise en 1905 a rompu la puissance navale russe sur la mer Baltique. Le réarmement allemand pour la Première Guerre mondiale a successivement rempli ce vide. Pourtant, la mer Baltique a joué un rôle relativement périphérique pendant les deux Guerres mondiales, dominée par l'Allemagne qui l'a utilisée comme une zone de base et d'exercice protégée.<sup>2</sup> Il est cependant important de noter que la flotte russe de la mer Baltique, en principe, est restée enfermée dans le golfe de Finlande pendant toute la Deuxième Guerre mondiale, à cause des mines finlandaises et allemandes en premier lieu.

L'importance de la mer Baltique s'est successivement modifiée pendant l'après-guerre. Les détroits étaient, de nouveau, l'objet de l'attention générale. L'Union Soviétique a occupé l'île danoise, Bornholm, au sud de la mer pendant quelques années après la guerre. Elle a, de plus, rendu permanent l'occupation des pays Baltes, qui avait en lieu pendant la guerre. Grâce à l'extension de la marine de la mer Baltique avec ses ressources de bases et de logistique situées dans les pays Baltes, l'URSS a repris sa position dirigeante dans la région. De même, les adhésions danoise et allemande à l'OTAN donnaient un nouveau rôle à la mer Baltique dans le gros jeu stratégique, qui s'est traduit surtout par la création de COMBALTAP, *le commandement de l'OTAN des détroits de la mer Baltique*. Cette décision a généré une crise entre l'URSS et la Finlande en 1961, quand la première s'est référée du *Traité d'amitié, de coopération et d'assistance* entre les deux en cas de menace. A sa visite à Novossibirsk, le Président finlandais, Uro Kekkonen a pu retenir les exigences soviétiques.

A la fin des années 1980, les tâches de la marine soviétique de la mer Baltique ont changé pour devenir plus défensives au niveau stratégique. On centrait l'attention sur la question de la possibilité de pénétrer en mer Baltique plutôt que d'en sortir, en cas d'un conflit. En outre, l'URSS reprenait, après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'ancienne aspiration russe d'encore faire de la mer Baltique une *mare clausum*. C'est-à-dire que seuls les navires de guerre et les avions de guerre des Etats riverains auraient accès à la région. Il n'existe pas encore d'indices clairs que la Russie actuelle a changé son désir d'une *mare clausum*.

En résumé, trois Etats ont, pendant l'histoire, aspiré au contrôle illimité de la mer Baltique. Jusqu'ici, aucun n'a réussi, principalement, à cause des influences des autres grandes puissances et des alliances. La Suède et le Danemark ont été forcé d'abandonner leurs aspirations et ils ont, actuellement, une opinion contraire, à savoir que la mer Baltique est une mer libre. Le troisième Etat, l'URSS/la Russie a, selon les périodes, eu un point de vu changeant, mais elle a, probablement, toujours

---

<sup>2</sup> Yves Lacoste, Dictionnaire de Géopolitique p.252

une aspiration à dominer la région maritime. Au XXème siècle, l'Allemagne aussi a eu, et a toujours une grande importance stratégique maritime sur la mer Baltique.

### 3. Les aspects du droit international dans la région de la mer Baltique

Quand on regarde la mer Baltique dans une perspective de droit international, il convient de discuter séparément des détroits et de la mer Baltique elle-même, parce que le Sund et les Belts sont des détroits internationaux et ainsi, ils ont une position particulière de droit international.

#### *Les détroits de la mer Baltique*

Il n'est possible d'entrer ou de sortir de la mer que par les eaux suédoises ou danoises. Les canaux via la Russie/CEI et l'Europe Centrale sont négligés. Pour un passage par le Sund et les Belts, on pourrait renvoyer à deux principes différents du droit international.

- Le principe de « *Transit passage* ».
- Le principe de « *Innocent passage* ».

En vertu de la Convention du Droit de la mer, depuis 1982, on peut dire que le principe de *transit passage* est le cas normal. Les deux principes garantissent le droit de traverser des détroits qui séparent des parties de mer libre ou des zones économiques. Pourtant, les façons de réaliser ce passage se distinguent un peu, suivant le principe qu'on applique. Avec la signature de la convention en 1982, la Suède a déclaré qu'elle a, en vertu de l'article 35, l'intention de continuer à considérer le Sund comme *un détroit historique*, une position qui s'appuie sur le Traité du Sund, depuis 1857. Cela implique que les règles *d'innocent passage* sur les eaux territoriales sont également applicables dans la partie suédoise du Sund. Comme le Traité du Sund ne s'applique pas aux navires de guerres, leurs droits de passage sont plus indistincts, mais il faut alors considérer la coutume. L'article 38 de la Convention du Droit de la mer, prescrit que tous les navires et les avions ont un droit de passage sans entraves par des détroits qui séparent des parties de mer libre ou des zones économiques, si ce passage se passe sans interruptions et d'une façon qui ne nuit pas à la sécurité des Etats riverains. Les articles 44 et 45 prescrivent qu'un riverain n'ait pas le droit d'empêcher *l'innocent passage*. En appliquant le principe *d'innocent passage*, la Suède obtient la possibilité d'exiger une déclaration de passage préalable pour des navires de guerres et que les sous-marines fassent surface.

Pour les détroits danois s'applique, en temps de paix, le passage libre sans déclaration préalable dans le Grand Belt et le Samsø Belt. Les navires de guerre peuvent passer la partie danoise du Sund sans déclarations. Pourtant, il faut faire une déclaration de passage dans les eaux intérieures danoises, devant Copenhague et au passage par le Petit Belt.

Même si cela n'est pas exprimé de manière particulière dans la Convention du Droit de la mer, il est raisonnable d'admettre que celle-ci est applicable uniquement

en temps de paix. En temps de guerre il doit y avoir d'autres règles de droit international. Il est aussi raisonnable de supposer que l'OTAN, sous la menace de, ou en liaison avec un début d'hostilités va essayer d'empêcher le passage libre des détroits de la mer Baltique, en tous cas sur la partie danoise. Cette mesure serait discutable juridiquement si elle était prise avant un début des hostilités, mais elle renforcerait les exigences de la Suède en même temps. En situation de guerre, la Russie/CEI pourrait exiger, en vertu du droit international, qu'une Suède neutre laisse non seulement sa partie du Sund ouverte, mais aussi empêche l'OTAN de combattre ce trafic à partir de positions se trouvant en dehors du territoire suédois. Les russes pourraient renvoyer aux articles 44 et 45 de la Convention du Droit de la mer qui dit qu'il est interdit de restreindre le droit de passage libre. Si la Suède, selon la XIIIème Convention de La Haye, ne peut remplir l'obligation d'assurer un trafic ouvert à cause de ses moyens, une situation grave pourrait survenir. Parce que, si la Suède n'utilise pas tous ses moyens disponibles pour maintenir le trafic par le Sund, on peut dire que la Suède ne remplit pas ses obligations de neutralité. Par contre, la Convention de la Haye donne son soutien aux mesures que la Suède trouve nécessaires pour cette tâche. C'est-à-dire que l'utilisation des armes contre les unités des belligérants qui essaient d'empêcher le passage par la partie suédoise du Sund n'est pas un délit contre la neutralité.

Si la Suède était en guerre, elle aurait le droit de barrer sa partie du Sund au trafic maritime de ses ennemis. Par contre, elle aurait toujours l'obligation d'assurer le passage de tous les navires des non-belligérants.

#### *La mer Baltique*

Tous les Etats autour la mer Baltique ont proclamé une largeur de leurs eaux territoriales de 12 miles nautique.

La situation de la mer Baltique comme mer libre n'est réglée par aucun traité. L'article 86 de la Convention du Droit de la mer, depuis 1982, décrit *la mer libre* comme des zones de mer qui ne font pas partie des zones économiques, des mers territoriales ou (au sujet des Etats des îles) des archipels. C'est-à-dire que si/quand la division de la mer en zones économiques est accomplie, sa position comme mer libre cesse en même temps. Pourtant, la Convention du Droit de la mer accorde une liberté considérable à la navigation, aussi dans les zones économiques. C'est pourquoi la perte de la situation de mer libre n'est guère une raison suffisante pour empêcher des navires de guerre étrangers, par exemple d'y entrer. Concernant la division en zones économiques, il règne des ambiguïtés, entre autres à cause de désaccords au sujet de la manière dont les accords passés avec l'URSS, seront valables pour la Russie et les pays Baltes.

Le chapitre sur la mer Baltique dans une perspective historique a montré que la Suède, depuis le début de XIXème siècle, a considéré officiellement la mer comme libre. La position du Danemark est un peu confuse, parce que la déclaration nette d'une mer libre impliquerait une restriction de la liberté d'action concernant ses possibilités à fermer les détroits en temps de crise. Pourtant, tout porte à croire que le Danemark considère aussi la mer comme libre. L'attitude de la Russie semble être la même que celle que l'histoire a montré, c'est-à-dire une *mare clausum*, ouverte pour tous les navires marchands mais fermée pour les navires de guerres

d'autres pays que les Etats riverains. Cependant, cette attitude est peu intéressante tant que l'OTAN contrôle les détroits.

Le trafic maritime par le Sund aura une dimension particulière du droit international en temps de guerre, parce que l'OTAN fermera probablement tous les autres détroits, sauf pour le trafic qui est utile à ses intérêts. Si la Suède peut garder sa neutralité face à cette situation, les autres pays non-membres de l'OTAN adresseront de fortes exigences à la responsabilité suédoise vis-à-vis du droit international pour ouvrir le Sund à tout trafic.

#### **4. Description de la géographie militaire de la mer Baltique**

L'introduction de ce mémoire prouve que la mer Baltique est une mer particulière, à divers points de vue. Il en est de même de la géographie. Ci-dessous, nous décrirons les caractéristiques géographiques les plus importantes.

##### *La côte*

La côte de la mer Baltique suédoise de la mer d'Aland à la hauteur de la pointe du nord de l'île Oland, ainsi qu'une partie de la côte du sud se compose d'archipels. Pour l'archipel de Stockholm uniquement, il y a plus de 25 000 îles. Toute la côte finlandaise consiste en archipels. Pour cette raison, il est très difficile pour les grands navires de naviguer dans cette partie de la mer. Les autres parties de la côte de la mer Baltique, du golfe de Finlande jusqu'aux détroits se composent de côtes libres.

##### *Des distances, des profondeurs et des conditions du fond*

La mer Baltique est une mer étroite. La plus grande largeur est de 150 miles nautiques et la profondeur moyenne est de 80 mètres. Des profondeurs plus grandes de 100 mètres se trouvent aux parties nord et centre de la mer. La profondeur de Landsort, avec ses 460 mètres, est la plus grande. La mer Baltique du Sud est très peu profonde et le fond est généralement plane. Par contre, le fond est très accidenté le long de la côte suédoise et finlandaise.

##### *Des conditions de l'eau et de la glace*

Malgré une faible profondeur, la mer Baltique est une mer qui convient à des opérations sous-marines. C'est grâce à l'eau froide et à l'eau douce de plusieurs rivières qu'il se crée des couches de température et de la salinité, différentes lesquelles réduisent considérablement la propagation du son. De plus, le fond très accidenté le long des côtes suédoises et finlandaises complique encore la lutte anti-sous-marine.

Les conditions de glace peuvent varier de manière importante entre les différents hivers. Les archipels et la plupart du golfe de Botnie sont normalement recouverts de glace, tandis qu'ils sont libres de glace en mer. L'apparition de glace se passe le plus souvent entre décembre et janvier, elle fond entre mars et avril.

### *De l'infrastructure, des aspects économiques et des ressources naturelles*

Il y a cinq capitales et beaucoup de grandes villes sur la côte de la mer Baltique. Toutes ont des ports de grandes capacités et plusieurs villes ont aussi des aéroports internationaux ou nationaux. Autour de la mer se trouvent des liaisons ferroviaires et des réseaux routiers bien développés. La partie principale des nombreuses industries de la région ont un caractère d'industrie d'exportation et d'importation. Les intérêts économiques dominants dans la mer sont la navigation et la pêche. Concernant la pêche, il n'est pas certain que cette condition durera à l'avenir, parce qu'elle dépende du traitement de la pollution de la région. Actuellement, il n'existe aucun signe que les ressources naturelles fixes, en premier lieu de pétrole et de gaz, ne pourraient être que d'une importance marginale. La mer Baltique est depuis des milliers d'années une route du commerce et du transport pour les riverains et ces derniers temps, la Russie, la Pologne et les pays Baltes ont augmenté leurs trafics commerciaux maritimes. La position russe, très dense dans le golfe de Finlande, et sa dépendance de communications tranquilles de, et vers la mer Baltique souligne l'importance stratégique de la zone. En fait, St-Petersbourg est le seul port russe d'importance qui reste après la dissolution de l'Union Soviétique.

## **5. Les acteurs dans la région de la mer Baltique**

### 5.1 Introduction

La menace militaire dans la région de la mer Baltique a considérablement diminué après la chute de l'URSS. En revanche, l'incertitude politique a augmenté, surtout à l'est. Actuellement, la région est placée devant un choix de politique de sécurité, lequel est sous l'influence d'intérêts différents. En plus de l'élargissement de l'OTAN, nous voyons l'Union Européenne s'agrandir géographiquement et politiquement. En plus de ces organisations et des Etats individuels, il y a d'autres acteurs sur l'arène de l'Europe du Nord. Le Conseil Nordique et le Conseil de la mer Baltique s'emploient principalement aux questions concernant l'environnement et la culture mais aussi pour améliorer la coopération entre les riverains. L'OSCE constitue, en premier lieu, un forum de discussion de la politique de sécurité. Dans ce chapitre nous décrivons les Etats de la mer Baltique ainsi que le rôle des Etats Unis et de l'OTAN comme acteurs. Nous nous concentrerons sur la politique de sécurité, la stratégie et la capacité militaire de chaque acteur.

### 5.2 Les Etats traditionnellement non-alignés

#### *5.2.1 La Finlande*

Après la guerre, la position de Finlande dans la région a été complexe. Malgré la résistance dure, l'URSS a vaincu le pays pendant la Deuxième Guerre mondiale, et l'a forcée après une crise politique intérieure (1947-1948) à *un pacte d'amitié, de coopération et d'assistance* avec le vainqueur. Cependant, la Finlande a réussi, avec l'aide d'une diplomatie exceptionnelle vis-à-vis de l'Union Soviétique, à maintenir une politique extérieure et de sécurité indépendante. La Finlande a résilié le pacte en 1992 suite à la dissolution de l'URSS et elle est membre de l'Union

Européenne depuis 1994. La politique de sécurité finlandaise actuelle pourrait être décrite comme *un non-alignement militaire et une défense indépendante*. La Finlande aspire à ne pas limiter les possibilités d'une future orientation de sa politique de sécurité. Elle veut laisser toutes les portes ouvertes et ne prend de décision que le moment venu. La Finlande appuie l'idée que l'élargissement de l'UE est un instrument important pour réaliser une sécurité européenne solide. Le pays est un acteur actif de la politique de sécurité de l'UE et de l'OSCE. A cause de sa position géographique par rapport à la Russie, le progrès-là est d'une importance vitale à la sécurité finlandaise. Une Russie isolée pourrait constituer une menace pour la Finlande et pour la sécurité dans la région de la mer Baltique.<sup>3</sup> C'est pourquoi la Finlande, par coopération bilatérale et internationale, donne son soutien au renouvellement démocratique en Russie. La Finlande a aussi un grand engagement, politiquement et économiquement, envers les pays Baltes, en premier lieu l'Estonie. Comme la Suède, elle s'est prononcée au sujet de l'importance de laisser ces Etats faire eux-mêmes leurs choix de la structure de sécurité qu'ils estiment nécessaire, en ce compris une adhésion aux alliances militaires.<sup>4</sup> Une des questions les plus importantes pour la Finlande, actuellement, est de contribuer à une normalisation du climat politique entre la Russie et les pays Baltes. La participation finlandaise à la coopération nordique est essentielle pour la sécurité de la région. Le pays est observateur à l'UEO et au CCNA, et il participe régulièrement aux exercices de *Partenariat pour la Paix*. De plus, la Finlande a, depuis longtemps, contribué à la sécurité mondiale par sa participation aux forces de maintien de la paix de l'ONU.

En bref, les tâches des forces armées finlandaises sont la défense contre une invasion. Mais actuellement, les missions de temps de paix et de crise ont une plus grande importance. A cause de l'importance stratégique croissante du golfe de Finlande pour la Russie, la situation maritime finlandaise se trouve aggravée. La marine nationale finlandaise a étendu ses exercices jusqu'aux parties ouest de la mer Baltique. Cela démontre un intérêt finlandais plus vif pour toute la région. Ces activités pourraient être considérées comme un signe finlandais que les détroits de la mer font partie de ses intérêts nationaux.

### 5.2.2 La Suède

La Suède a, depuis le début de XIXème siècle, mené une politique de neutralité qui a fait que le pays n'a pas participé aux deux Guerres mondiales. Même si la neutralité suédoise a été mise en question pendant aussi bien la Deuxième Guerre mondiale que la guerre froide, elle a eu un grand soutien de la population suédoise. Pourtant, la neutralité a été chère pour la Suède, car le non-alignement et l'ambition de mener une politique non-alignée crédible ont forcé le pays à avoir une défense comparativement importante. Un changement de la politique extérieure et de sécurité a commencé après l'adhésion suédoise à l'UE en 1994. Actuellement, la ligne officielle est que le pays est non-aligné militairement et qu'il aspirera à rester neutre en cas de guerre dans sa zone immédiate. Sur le plan

---

<sup>3</sup> Pekka Sivonen, *Baltic Security* p.109

<sup>4</sup> Pekka Sivonen, *Baltic Security* p.106

politique, la Suède a pris un rôle actif à la coopération internationale dans la région de la mer Baltique. La stabilité autour de la mer a toujours été d'une grande importance stratégique pour la Suède, car le pays possède la plus longue côte de tous les pays riverains et la principale partie de son infrastructure se situe près de cette zone. La Suède considère que l'élargissement de l'UE à la région de la mer Baltique, est un instrument essentiel pour augmenter encore la sécurité en Europe du Nord. En revanche, l'élargissement à l'est de l'OTAN a été, au départ, une question plus controversée. Comme la Finlande, la Suède a été un des premiers Etats non-alignés et neutres, membre du Partenariat pour la Paix en mai 1994. Elle n'a donné son soutien officiel au souhait des pays Baltes d'une adhésion à l'OTAN que deux ans plus tard. Ce soutien est renforcé plus tard, à Madrid en 1997 par l'acceptation des pays nordiques de la résolution de l'OTAN d'un élargissement. La Suède fournit une aide économique considérable aux pays Baltes et elle a aussi contribué à la création de forces armées nationales en chacun de ces pays. Les relations entre la Suède et la Russie se sont considérablement améliorées après la fin des incidents de sous-marins dans les archipels suédois pendant les années quatre-vingts, ce que Boris Eltsin a souligné par sa visite en Suède en 1997. L'engagement suédois en Russie a augmenté parce que la Suède pense que seul un développement stable et démocratique en Russie peut garantir la sécurité de la région de la mer Baltique.

Les forces armées suédoises sont, en premier lieu, orientées vers une défense contre une invasion. La stratégie est d'affronter un agresseur le plus tôt possible et en profondeur avec des forces de l'armée de l'air et de la marine. Pourtant, la forte participation active aux exercices du Partenariat pour la Paix (treize en 1998) montre qu'il faut s'attendre à un changement des missions dans un avenir proche. Néanmoins, les missions de défense contre une invasion se maintiendront probablement de quelque façon, car le non-alignement suédois l'exige. Malgré sa politique de défense, la Suède a une très longue tradition de participation de ses forces armées aux opérations multinationales de maintien de la paix. Actuellement, la Suède a un bataillon en Bosnie et pendant quelques années, la marine suédoise a effectué des opérations contre des mines dans les eaux des pays Baltes. La Suède est en train de mettre sur pied une force d'action rapide, SWERAP, qui se composera de 450 hommes et qui pourra être engagée dans un cadre multinational 15 à 30 jours après la décision.

### 5.3 Les Etats de l'ex-URSS et du Pacte Varsovie

#### 5.3.1 *Les pays Baltes*

Les pays Baltes ont joué un rôle décisif suite à la dissolution de l'URSS. La forte volonté d'indépendance a influencé, au plus haut degré, leurs choix sur la voie à suivre, même après la dissolution. Aucun des autres Etats ex-soviétiques n'a marqué son orientation vers l'Europe occidentale d'une manière aussi distincte que les pays Baltes. Dans leur nouveau rôle comme Etats indépendants, ils ont des exigences de droit international de pouvoir défendre leur souveraineté. De plus, ils ont un besoin d'exploiter les intérêts économiques de la mer Baltique. Il y a plusieurs facteurs qui influencent la situation politique de sécurité des pays Baltes.

Les trois pays ont la même orientation; ils veulent être des démocraties indépendantes avec des forces armées nationales et ils cherchent des liens de politique de sécurité chez les pays nordiques et auprès de l'Europe occidentale. Tous ont distinctement repoussé aussi bien l'invitation russe d'une adhésion à la CEI que l'offre d'accord de défense bilatérale avec la Russie. Il y a une interprétation unanime dans les trois pays de leurs positions sur la politique de sécurité et les menaces possibles pour leur indépendance. On estime que les menaces qui, en premier lieu, pourraient toucher les pays Baltes sont :<sup>5</sup>

- Une agression militaire de la Russie ;
- Une propagande russe ou une activité subversive à l'égard des minorités russes, qui pourraient avoir un effet de déstabilisation (surtout en Estonie et en Lettonie) ;
- Des menaces économiques russes et des menaces relatives à la dépendance balte pour l'énergie ;
- Une escalade horizontale de troubles mutuels russes ou de conflits dans une Russie instable.

Même si actuellement, une agression militaire russe n'est pas la menace la plus probable, la Russie possède toujours des ressources militaires capables de réaliser des opérations dans les pays Baltes faiblement défendus. Le dernier à condition que la Russie pourrait laisser l'OTAN dehors ce conflit.

Les trois pays ont déclaré qu'ils souhaitent, au plus tôt, une adhésion aussi bien à l'OTAN qu'à l'UE. Il est probable que l'UE admettra l'Estonie comme membre lors du prochain élargissement. Même si une adhésion à l'UE est importante pour les pays Baltes, ceux-ci ne trouvent pas cela suffisant, des lors qu'elle ne donne aucune garantie de sécurité. Ils n'acceptent pas d'être forcés à un non-alignement, à cause du jeu de politique de sécurité entre l'OTAN et la Russie dans lequel les pays Baltes constitueraient un tampon entre les deux parties.<sup>6</sup> Une adhésion à l'OTAN est, et reste la seule possibilité pour obtenir une sécurité nationale, selon tous les Etats Baltes. Les pays sont membres, entre autres, du CCNA et du Partenariat pour la Paix. De plus, ils ont organisé, avec le soutien des pays nordiques, des Etats-Unis, de la Pologne et de l'Allemagne, un bataillon balte (BALTBAT) pour la participation aux opérations multinationales de maintien de la paix. Bien que l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie se sont ainsi introduits dans les grandes organisations européennes de sécurité et économiques, il reste une inquiétude très profonde d'être abandonnés à leur sort en cas d'une aggravation de la politique de sécurité. Ils sont très conscients que la région balte constitue un vide en matière de politique de sécurité et, avant tout, un vide militaire en Europe, après le retrait des troupes russes des territoires baltes. Ils sont aussi très conscients de la forte opposition de la Russie face à l'influence croissante de l'OTAN dans la région. Le tout est un dilemme pour les politiciens baltes à la recherche d'un concept de politique de sécurité optimal. De plus, ils sont conscients que l'OTAN exige beaucoup, militairement et politiquement, de ses nouveaux membres, ce qui profitera aux intérêts stratégiques et politiques de l'OTAN, et de cette façon

---

<sup>5</sup> Per Juliusson, Vad vill omvärlden med Baltikum? p.14

<sup>6</sup> Toivo Klaar, Baltic Security p.30

contribuera à la sécurité européenne.<sup>7</sup> C'est pourquoi il est très important pour les pays Baltes de témoigner qu'ils peuvent être à la hauteur de ces objectifs, et qu'ils ne profiteront pas seulement, de manière égoïste, des garanties de sécurité de l'Alliance.<sup>8</sup> Les relations baltes avec la Russie est une autre question importante. La Russie a accusé l'Estonie et la Lettonie d'opérer une discrimination envers les minorités russes et tous les pays Baltes ont des différends à propos des frontières avec la Russie. Le fait que ces questions ne sont pas encore résolues doit aller de pair avec l'exigence de l'OTAN vis-à-vis de ses nouveaux membres. En d'autres termes, il est de l'intérêt de la Russie de faire traîner la solution des différends et de cette manière rendre impossible une adhésion balte à l'OTAN.

La création de forces armées nationales crédibles est très importante pour les pays Baltes. Elles pourront s'employer à la défense respective de chaque pays et participer aux opérations multinationales de maintien de la paix. Tous les Etats ont de bonnes possibilités de créer des positions navales. Le développement naval actuel, dans ces pays, montre que la Lettonie est en train de créer une marine traditionnelle. L'Estonie, qui est le pays avec la défense la plus faible, développe en premier lieu une organisation de garde-côte. La Lituanie a la défense la plus puissante des pays Baltes, mais elle a l'intention de créer seulement une protection frontalière, destinée à la surveillance de la pêche, la prévention de la criminalité, etc. En plus de BALTBAT, qui a été mentionné ci-dessus, les Etats Baltes ont deux projets en commun ; BALTNET, qui sera un système balte de surveillance de l'air et BALTRON, une unité coordonnée pour la lutte contre les mines.<sup>9</sup> L'UEO a proposé la création d'une force navale internationale, *Le Corps Hanséatique*. Elle se composera d'unités des pays Baltes, de l'Allemagne, du Danemark ainsi que de la Pologne, et ses tâches seront orientées vers la surveillance des frontières et le sauvetage en mer.<sup>10</sup> En outre, les pays Baltes participent actifs aux exercices du Partenariat pour la Paix dans la région de la mer Baltique.

### 5.3.2 La Russie

Après la chute de l'Union Soviétique, la Russie a vu sa position de grande puissance de la mer Baltique de plus en plus réduite. Elle en est revenue aux frontières de l'époque de Pierre le Grand. Elle se retrouve ainsi dans une position stratégique très difficile. La région de la mer Baltique constitue la zone russe la plus importante pour l'entretien du pays. C'est là que l'on trouve les parties les plus développées de la Russie et la plupart de ses exportations et importations passent par la mer Baltique. Pour cette raison la perte de l'infrastructure dans les pays Baltes a été une épreuve difficile pour la Russie. En plus de la perte des ports importants et des bases militaires, il faut aussi compter la perte de la plupart des capacités de chantiers navals, civils et militaires.<sup>11</sup> C'est pourquoi la Russie est

<sup>7</sup> Traité de Madrid 1997, §4 point 1

<sup>8</sup> Beata Kolecka, *Baltic Security* p.134

<sup>9</sup> Beata Kolecka, *Baltic Security* p.134

<sup>10</sup> IFRI, RAMSES 98, p.60

<sup>11</sup> Pour la flotte russe de la mer Baltique, les chiffres s'élèvent à une perte de 80% des bases navales, 25% des bases aéronavales, 80% des systèmes de surveillance navale et 60% des

forcée d'ajouter des capacités de ports et de chantiers dans la région étroite et stratégique de St Petersburg, tout au fond du golfe de Finlande. L'Oblast de Kaliningrad est isolé du reste du pays il constituera le premier contact direct avec l'OTAN en Europe centrale suite à l'adhésion polonaise à l'Alliance. On a essayé, de différentes manières, d'assurer les communications terrestres avec Kaliningrad. Malgré des négociations, des menaces et des exigences vis-à-vis de la Lituanie pour ouvrir un couloir aux transports militaires russes, on n'a pas encore trouvé de solution. C'est pourquoi la Russie réalise la majeure partie de ses transports militaires dans la zone par bateaux, ce qui accentue les intérêts stratégiques russes pour la mer Baltique. Il en résulte que la région de la mer Baltique est un laboratoire européen, un test de papier tournesol du pouvoir et de la volonté russe de créer et de développer sa relation avec le reste de l'Europe. Il y a là de grandes possibilités et des risques énormes.<sup>12</sup> Il est donc stratégiquement important pour la Russie d'essayer de garder son rôle de plus forte puissance de la mer Baltique, que sa flotte navigue ou qu'elle rouille entièrement dans les ports de Baltijsk et Kronstadt.<sup>13</sup> Actuellement la Russie manque d'une capacité militaire réelle. Cette situation changera certainement dans un avenir proche, mais il est plus important que la Russie trouve d'abord l'équilibre entre ses intérêts nationaux et les intérêts des autres pays de la mer Baltique. Il existe déjà des signes d'une telle compréhension russe. Il existe, entre autres, des accords bilatéraux russes avec les pays Baltes d'utilisation de leurs ports pour ses importations et ses exportations. Pourtant, une dépendance russe vis-à-vis des ports Baltes pourrait être une source de tensions entre la Russie et les pays Baltes.

Pour le développement économique, la Russie a donné la priorité à toutes ses régions proches de la mer Baltique. Cependant, elle est consciente de ce que ce développement ni est possible qu'avec l'assistance et des investissements de l'Ouest. Les relations entre la Russie et l'Ouest en sont encore à un niveau stratégique. C'est-à-dire que les deux parties, par des négociations, des accords et une coopération internationale, essayent ensemble de créer des positions de politiques de sécurité l'une par rapport à l'autre. Le réseau de contacts politiques, économiques et sociaux entre la Russie et l'Ouest est actuellement plus important que jamais. Il faut admettre la Russie comme *une partie de l'Europe*, mais il lui faudra du temps pour se développer comme *un partenaire européen de coopération*, à cause de sa démocratie fragile et des changements brusques dans sa politique extérieure et de sécurité. A la différence des autres pays de l'ex-pacte de Varsovie, la Russie/l'URSS manque complètement d'une histoire démocratique. La dictature communiste a remplacé l'empire du tsar, ce qui complique considérablement les conditions du processus de démocratisation actuel en Russie. Immédiatement après la dissolution de l'URSS, la Russie a adopté une position positive par rapport à l'Ouest. Malheureusement, elle a changé assez vite d'attitude vers sa position actuelle qui est marquée par des tensions géopolitiques, des intérêts de puissance russe traditionnels et une orientation contre l'OTAN très clairement prononcée. Il existe actuellement des tendances à étendre ce scepticisme traditionnel contre l'Ouest à la politique extérieure et de sécurité russe.

---

capacités de chantiers de la mer Baltique, selon une interview avec l'amiral Egorov, commandant de la flotte russe de la mer Baltique, dans *Mezhdunarodnaya Zhizn*, n°6 1995.

<sup>12</sup> Bo Huldt, *Baltic Security* p.10

<sup>13</sup> Bo Huldt, *Baltic Security* p.14

A cause des oppositions internes en politique, Boris Eltsin a été forcé ces derniers temps de placer d'anciens politiciens communistes, favorables à l'URSS, à de hauts postes russes.<sup>14</sup> Il est clair que le pays garde toujours des intérêts de puissance traditionnels soviétiques aux pays Baltes. La Russie a montré qu'ils font partie de ses intérêts nationaux vitaux. Elle essaye d'influencer la politique des autres Etats de la mer Baltique envers les trois Etats indépendants, en revendiquant son droit à protéger ses intérêts propres et elle prend le rôle de protectrice de la population russe qui a choisi de rester dans les pays Baltes après l'indépendance. Ceci a fait que la Russie a par deux fois menacée d'utiliser des moyens militaires pour protéger cette population.<sup>15</sup> De plus, elle essaye par tous les moyens, d'empêcher l'adhésion balte à l'OTAN. A la place, elle leur a offert des accords de défenses bilatéraux avec la Russie. Quand les pays Baltes ont repoussé cette offre, la Russie s'est tournée vers les autres pays riverains avec une proposition de créer *un pacte de confiance* avec eux, afin de garantir la sécurité dans la zone.<sup>16</sup> L'Ouest a repoussé cette proposition. Pourtant, on peut aussi voir cette proposition comme une tentative russe, un peu maladroite, d'établir de bonnes relations avec ses pays voisins. Ici, il faut souligner que la Russie doit avoir les possibilités de participer au processus de sécurité dans la région de la mer Baltique. Actuellement, il existe un grand scepticisme russe vis-à-vis des organisations internationales qui y agissent. Si l'Ouest et ces organisations agissent d'une manière telle que la Russie pourrait considérer comme lui étant trop hostile, cela pourrait amener le pays à une position très dangereuse. Néanmoins, la stratégie russe de faire aboutir des accords bilatéraux de sécurité avec les pays Baltes,<sup>17</sup> ne devrait pas être acceptée par les pays occidentaux, car l'équilibre de puissance entre la Russie et ces Etats ne porte pas à croire que de tels accords favoriseraient les intérêts des Etats plus petits, ni des autres pays de la région non plus.

En Europe occidentale on affirme qu'une déclaration des intérêts nationaux russes n'existe pas actuellement.<sup>18</sup> Ce n'est pas exact concernant la région de la mer Baltique. Les intérêts russes peuvent être exprimés en trois points :

- I **La région de la mer Baltique devrait être transformée en une région avec de faibles activités militaires.** Selon la Russie, c'est la méthode la plus efficace à créer de la stabilité et de la sécurité. Aucun des riverains n'est autorisé à augmenter son activité par rapport aux autres. La Russie n'accepte pas une augmentation des activités de l'OTAN dans la région.
- II **Des sécurités garanties à l'Estonie, à la Lettonie et à la Lituanie en dehors l'OTAN.** La Russie prend nettement position contre l'adhésion de ces pays à l'OTAN. Elle préférerait que la sécurité soit assurée par l'adhésion à l'UE ou à l'UEO (!). De plus, elle propose que les pays nordiques et les Etats-Unis donnent *des garanties de sécurité*, de la même façon que l'accord des Etats-Unis et la Grande-Bretagne avec l'Ukraine. La Russie est aussi prête à conclure des accords bilatéraux de sécurité et de défense avec chacun des pays Baltes.
- III **Une nouvelle série des limitations des armes.** La Russie recherche une nouvelle série des négociations FCE rassemblant l'ensemble des Etats membres

<sup>14</sup> Newsweek 19oct 1998

<sup>15</sup> Ingmar Oldsberg, Baltic Security p.162

<sup>16</sup> Le discours du Président Boris Eltsin lors de sa visite à Stockholm en décembre 1997

<sup>17</sup> Arkady Moshes, Baltic Security p.144

<sup>18</sup> Prononcé par M. Romer lors d'une conférence de stratégie russe au CID, Paris, le 8 janvier 1999.

de l'OSCE. Les négociations ne réaliseront pas dans les cadres des alliances de défense actuelles, elles traiteront l'arsenal de chaque pays individuellement. Les avantages qu'en retirerait la Russie sont :

- Qu'un arsenal considérablement réduit augmenterait la stabilité de la région.
- Qu'en baissant la pression militaire au flanc Nord de l'Europe, c'est-à-dire la frontière norvégienne et autour de L'Oblast Kaliningrad, la Russie aurait une possibilité de regrouper ses forces au sud où la menace est actuellement considérée la plus grande.
- Comme le nouveau traité s'appliquerait à tous Etats de l'OSCE, les pays Baltes, la Suède et la Finlande seraient contraints à faire des limitations qui permettraient à la Russie de conserver une position de puissance militaire dans la région de la mer Baltique, malgré sa capacité militaire limitée actuelle.

Les forces armées russe sont fort affaiblies après la dissolution de l'Union Soviétique. A présent, la Russie a perdu la capacité de réaliser de grandes opérations militaires et elle a un débat interne sur sa capacité à défendre son territoire, y compris L'Oblast de Kaliningrad stratégiquement important.<sup>19</sup> Pourtant, elle ne connaît pas de menace dans la région de la mer Baltique et en Europe centrale à l'heure actuelle, c'est pourquoi elle considère comme une priorité les régions au sud de la Russie, aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure. Néanmoins, on ne peut pas faire des conclusions sur la baisse de capacité militaire russe. L'Etat a toujours ses armes nucléaires, et même si une grande partie des armements conventionnels sont en un mauvais état, il existe, en Russie, encore des unités militaires qui fonctionnent bien et, selon certains officiers étrangers, sont capables de réaliser les missions imposées. Il est très important pour la Russie d'avoir ces unités, car il est sûr qu'elle reconstruira des forces armées fortes quand l'économie le permettra, ou si l'interprétation interne d'une menace extérieure la force à le faire. Concernant la présence militaire dans L'Oblast de Kaliningrad, il y a actuellement, volontairement ou en raison des difficultés économiques, des projets d'une plus grande démilitarisation de la région. Selon ces projets, la défense russe à Kaliningrad s'orientera vers de surveillance de l'air et de la mer, de la défense des missiles et L'Oblast constituera une base principale de la flotte russe de la mer Baltique. La Russie a dit que ses plans sont menacés par l'élargissement de l'OTAN. Aussi, les buts stratégiques russes dans la région sont d'avoir des garanties des transits terrestres, maritimes et aériens, libres et sans entraves, entre Kaliningrad et le reste de la Russie. Cette stratégie est orientée, en premier lieu, vers l'Estonie et la Finlande en ce qui concerne les déplacements maritimes par le golfe de Finlande et vers la Lituanie concernant les transports terrestres. La Russie pourrait aussi revendiquer une présence militaire polonaise limitée dans quelques zones à proximité de L'Oblast de Kaliningrad. En plus il y a le but stratégique russe d'avoir le passage libre par les déversoirs de la mer Baltique pour son trafic maritime, civil et militaire.

---

<sup>19</sup> Arkady Moshes, *Baltic Security* p.140

### 5.3.3 La Pologne

La position géographique de la Pologne a entraîné que son développement historique soit toujours dépendant de l'équilibre entre des grandes puissances en Europe. Quand l'équilibre a été rompu, la Pologne, en générale, a été frappé par l'expansion russe ou/et allemande. La Pologne était avant la deuxième guerre mondiale une démocratie orientée vers l'Ouest. C'est pourquoi il n'a pas été surprenant qu'elle soit un des premiers pays derrière le rideau de fer qui a réintroduit un gouvernement démocratique. La Pologne sera membre à part entière de l'OTAN en 1999 et de l'UE au début du siècle prochain. Probablement, à cause de ces adhésions, l'économie polonaise se développera plus vite. C'est nécessaire car la Pologne encore a des problèmes insolubles après l'époque communiste. La privatisation des anciennes entreprises publiques n'a pas réussi conformément aux attentes car elles sont obsolètes et ont une production difficile à vendre au monde occidental. Les entreprises ont aussi contribué fortement à la pollution considérable qui règne dans certaines régions polonaises. Cette pollution est une grande menace pour la population dans ces régions et le pays doit avoir un soutien économique et technique extérieur pour gérer le problème. La marine marchande polonaise, qui est relativement importante, devra faire face à la concurrence des autres compagnies de navigation européennes et sera primordiale pour le commerce polonais avec le monde. Les buts de la politique de sécurité polonaise sont de protéger et de maintenir la souveraineté de l'Etat et d'assurer son intégrité. Ces intérêts fondamentaux sont liés à la paix et la sécurité sur l'ensemble du continent européen. C'est pourquoi la Pologne a choisi de lier sa politique de sécurité à l'OTAN, à laquelle participent pratiquement tous les Etats de l'Europe occidentale ainsi que les Etats-Unis et le Canada, et par là garantir sa souveraineté nationale. Les relations avec les pays Baltes et la Russie sont importants pour la Pologne, puisqu'elle pense qu'ils sont un facteur de la stabilité de la région. Pour cela, la Pologne contribue à la création de défenses nationales dans les pays Baltes, avec un effort vers son voisin, la Lituanie.

Les forces armées polonaises sont en train de se réorganiser. Ce processus aboutira à des nouvelles tâches pour la marine nationale et à une nouvelle doctrine maritime, où les missions de défense côtière domineront. La composition des forces navales, centré sur les sous-marins et les forces amphibies, ne correspond pas aux nouvelles tâches navales. La marine polonaise a, sans aucun doute, besoin de modernisation, mais avec les problèmes économiques actuels, les changements prennent du temps. Malgré des différences entre les tâches navales et la composition des forces navales, la marine polonaise fait de la formation et des exercices avec ses systèmes navals existants avec la même envergure qu'à l'époque du Pacte de Varsovie. Ainsi, la connaissance navale est conservée pendant la période de transition vers une nouvelle structure. La Pologne participe aux activités du Partenariat pour la Paix dans la région de la mer Baltique et elle fournit, depuis longtemps, des unités polonaises pour les opérations multinationales pour maintien de la paix. De plus, elle a conclu des accords pour la création des unités internationales. Un bataillon lituano-polonais est en prêt depuis janvier 1999 et ils sont en train d'organiser un corps d'armée allemando-dano-polonais dans la cadre de l'OTAN, *le Multinational Corps North-East*, qui sera prêt en liaison avec l'adhésion polonaise

à l'alliance. Une future coopération militaire franco-allemano-polonaise a été également décidée.<sup>20</sup>

## 5.4 Les pays de l'OTAN et l'OTAN

### 5.4.1 Le Danemark

La position du Danemark aux déversoirs de la mer Baltique a toujours créé une pression militaire et politique sur le pays, mais il a, en même temps, permis au Danemark de créer ses propres règles de relation avec ses alliés. Sa taille et sa population rendent impossible au Danemark de se défendre lui-même. De plus il est, malgré son industrie bien développée, complètement dépendant du commerce extérieur car il manque de ressources naturelles. Le but de la politique de sécurité danoise est d'assurer son indépendance nationale et sa liberté d'action. Les moyens pour atteindre ces buts sont, principalement, ses adhésions à l'ONU, à l'OTAN, à l'OSCE et à l'UE. L'adhésion danoise à l'OTAN comporte des réserves, c'est-à-dire qu'il interdit de baser des forces étrangères et limite le placement des armes nucléaires au Danemark en temps de paix. En revanche, des unités de l'OTAN s'entraînent souvent sur le territoire danois. Bien qu'il remplisse les critères d'adhésion à part entière, le Danemark est seulement observateur à l'UEO. Cela souligne l'attitude danoise envers le processus actuel de participation de l'UEO et de l'OTAN à l'ordre de sécurité européen. Le ralliement à l'OTAN, comme un garant principal de stabilité et de sécurité, est fort, à la fois politiquement et par l'opinion publique. L'engagement danois au Partenariat pour la Paix s'adresse, en premier lieu aux pays Baltes et ces derniers temps, la coopération militaire s'est approfondie entre le Danemark, l'Allemagne et la Pologne. Le Danemark aspire à créer des bonnes relations avec les pays Baltes et la Russie. En outre, il essaye d'être le pays en Europe qui a les meilleures relations de sécurité avec les Etats-Unis.<sup>21</sup> Aussi, le Danemark a indiqué qu'il veut, en concurrence avec la Suède, prendre le rôle dirigeant de stabilité et de sécurité dans la région de la mer Baltique. Selon le Danemark c'est possible par de la coopération militaire, de l'intégration militaire, de la démocratisation, de la franchise politique et de la confiance au sein de projets communs.

La nouvelle stratégie de l'OTAN implique qu'aucune unité de l'OTAN n'est consacrée à la défense du Danemark, mais que des renforcements sont prévus si la situation l'exige. Les conséquences de la restructuration de l'OTAN impliquent, pour le Danemark, qu'il fait partie de AFCENT avec ses forces terrestres et aériennes, et fait partie de AFNORTHWEST avec ses forces navales. La responsabilité danoise en mer Baltique augmente. Le JSNEC<sup>22</sup> forme un commandement avec la responsabilité des opérations terrestre, aérienne et navale dans la zone du Danemark, de l'Allemagne du nord et de la Pologne du nord. Le Danemark contribue à la *Rapid Reaction Force* avec des unités de chaque armée. La Brigade Danoise Internationale, peut être utilisée pour les opérations pour maintien de la paix. Les positions maritimes danoises sont particulièrement bonnes

<sup>20</sup> Axel Krohn, *Baltic Security* p.120

<sup>21</sup> Bertel Heurin, *Baltic Security* p.86

<sup>22</sup> Joint Subregional North-East Command, voyez chapitre 5.4.4 L'OTAN

avec l'accès à la mer du Nord et à la mer Baltique. La marine danoise est petite mais moderne et flexible. Elle a les capacités pour coopérer avec les autres forces navales aux opérations multinationales. Ces derniers temps, la marine danoise a eu une importance augmentée comme outil de gestion de crises.

#### 5.4.2 L'Allemagne

Pendant tout l'après-guerre l'Allemagne de l'ouest était limitée dans sa conduite de sa politique de sécurité. Ces limitations étaient non seulement imposées, mais aussi spontanément. En conséquence, l'Allemagne n'a pas développé de politique de sécurité en dehors de son territoire et du territoire de l'OTAN. Pourtant, un petit nombre a mis en question le profil bas de l'Allemagne pendant la guerre froide. Après la chute du mur et la réunification allemande, se sont posées de nombreuses questions qui sont toujours sans réponse. Une des principales est la future position et le futur rôle de l'Allemagne en Europe. Est-ce que l'Allemagne continuera la politique prudente qu'elle a conduite pendant l'après-guerre, ou est-ce qu'elle saisira l'occasion d'exiger une position dirigeante, correspondant à la puissance économique du pays. Les intérêts de la politique de sécurité allemands sont une question complexe à l'intérieur et en dehors de l'Allemagne. Pourtant, le livre blanc allemand de 1994 prouve que la politique extérieure et de sécurité est dirigée par cinq intérêts centraux ;<sup>23</sup>

- I La préservation de la liberté, de la sécurité et du bien-être pour la population allemande et de l'intégrité territoriale pour l'Etat allemand.
- II La poursuite de l'intégration européenne....
- III La poursuite de l'alliance transatlantique avec des intérêts et des évaluations communes....avec les Etats-Unis comme la puissance dirigeant....
- IV Contribuer à une sécurité commune qui englobe les pays voisins à l'est de l'Allemagne.
- V Un respect global des droits humanitaires, du droit international et un ordre du monde qui se fonde sur des principes d'économie de marché....une sécurité globale est une condition de la sécurité des pays particulière.

Le fond de la politique de sécurité allemande est une coopération proche et amicale avec ses alliés. Ces alliés ne sont pas seulement les euro-atlantiques mais aussi les pays voisins à l'est de l'Allemagne. L'Allemagne est le pays qui s'est montré le plus pressé pour le futur développement de l'Europe de l'est se passe dans la structure occidentale. Pour des raisons évidentes, la relation allemande à la Russie dépend beaucoup des intérêts différents des deux pays en Europe de l'est. En raison du changement du monde, il est plus en plus difficile pour la Russie de défendre ses intérêts dans la région et la seule possibilité est d'essayer d'empêcher quelqu'un autre de prendre leur place. Une coopération proche entre la Russie et l'Allemagne assurerait aux russes d'une influence préservée, mais l'Allemagne n'a exprimé aucune volonté pour une telle coopération en dehors du cadre institutionnel de l'OTAN et de l'UE. Cependant, le livre blanc allemand souligne

---

<sup>23</sup> Traduction libre du White Paper 1994, The security of the Federal Republic of Germany, Federal Ministry of Defense, p.40

que la Russie est un partenaire particulièrement important pour garantir un développement européen paisible et stable.

La politique allemande de la région de la mer Baltique peut être décrite comme *une politique inexistante*. Pourtant, l'Allemagne sera de plus en plus active dans la région et elle y a augmenté sa coopération militaire avec les autres riverains. Malgré cela, l'Allemagne évite toute action qui pourrait donner l'impression qu'elle essaierait de prendre un rôle dirigeant dans les questions de sécurité de la région, en particulier quant au rapprochement des pays baltes vers l'OTAN, puisque ces Etats sont nettement dans la sphère d'intérêt de la Russie. Concernant une adhésion éventuelle des pays baltes à l'OTAN, il est certain que l'engagement fort allemand pour l'adhésion polonaise ne se répétera pas. En Allemagne, il y a une tendance claire à s'intéresser plus aux anciens Etats de l'Est en Europe centrale. Les autres raisons de l'absence d'une politique de la mer Baltique allemande sont le besoin allemand d'une politique intérieure forte après la fusion, ainsi que la politique économique offensive de l'Allemagne en premier lieu orientée vers des autres régions que l'Europe du nord et la région de la mer Baltique. Le passé historique de l'Allemagne dans l'Oblast de Kaliningrad (ex-Königsberg et ex-Prusse de l'est) et les pays baltes, restreint aussi les possibilités allemandes d'engagement, car elle a peur qu'on interprète son action comme une tentative de récupération des territoires perdus. Enfin, il y a des limitations économiques en Allemagne actuellement, car la reconstruction de l'Allemagne de l'est coûte très cher.<sup>24</sup> A cause de cette politique allemande, les pays Baltes peuvent l'interpréter comme un soutien de l'Allemagne à la Russie concernant l'avenir de la région balte. Cependant, on doit interpréter la stratégie allemande comme une tentative d'influencer la Russie à adoucir sa politique envers les Etats baltes et de cette façon contribuer à une meilleure sécurité dans la région. Un autre signe de l'engagement allemand envers les pays baltes est son support à l'élargissement de l'UE dans la région.

Les missions des forces armées allemandes pour défendre le territoire et les alliés sont remplacées par une augmentation de sa capacité de participer aux opérations multinationales. Le nouveau rôle des forces armées allemande exige beaucoup de flexibilité, de formation et de matériel. La participation allemande renforcée aux exercices du Partenariat pour la Paix dans la mer Baltique et le regroupement des unités de la marine montrent une volonté de participation militaire à la création d'une structure de sécurité internationale dans la région. Même l'accord trilatéral de coopération militaire entre l'Allemagne, le Danemark et la Pologne, est un signe de cette volonté.

#### 5.4.3 Les Etats-Unis

Les Etats-Unis considèrent l'Europe comme une région géante qui doit être stabilisée par une intégration militaire et l'OTAN est l'instrument principal de cette intégration. Les moyens sont l'élargissement de l'OTAN et le Partenariat pour la Paix. Sur les plans économique et politique les Etats-Unis soutiennent la volonté de

---

<sup>24</sup> Axel Krohn, *Baltic Security* p.113

l'UE de créer une Europe unie. Il semble que les Etats-Unis ont divisé l'Europe en trois parties, suivant leurs intérêts nationaux ; La région de la mer Méditerranée, l'Europe du nord (y compris la région de la mer Baltique) et entre le deux, l'Europe centrale (de la France à la Russie).<sup>25</sup>

Le rôle des Etats-Unis comme un acteur en Europe est complexe. Simultanément au fait qu'il est très important pour eux de maintenir des bonnes relations avec la Russie, les pays baltes font partie de l'objectif global des Etats-Unis de soutenir la création d'Etats démocratiques. Il y a en conséquence un engagement américain direct en Russie, tandis qu'ils ont une politique plus indirect envers les pays baltes. Dans cette politique indirecte les Etats-Unis emploient des Etats ou des organisations qui travaillent au même but. Par exemple, les supports américains aux engagements suédois, danois et finlandais dans la région et la réalisation des activités du Partenariat pour la Paix. De plus, ils supportent le travail du conseil de la mer Baltique pour améliorer les relations entre les pays riverains. Pourtant, les Etats-Unis se sont engagés directement dans les Etats baltes, en premier lieu par les accords bilatéraux qui sont conclus entre eux et les trois Etats en janvier 1998. En outre, l'US State Department a établi un bureau particulier pour les Etats baltes et nordiques en octobre 1994.<sup>26</sup> L'engagement américain dans la région est très important puisque tous les Etats, sauf la Russie, pensent que la présence américaine en Europe est le garant le plus important de la stabilité et de la sécurité. Il est aussi important pour les Etats-Unis de participer activement à l'intégration militaire et la coopération multinationale qui sont en train d'être créées en Europe.

L'engagement et la présence américains dans la mer Baltique sont limités. Cela provient du fait ses forces navales ne sont pas proportionnées pour naviguer dans l'environnement étroit et peu profond qui caractérise la mer Baltique. De plus, dans le partage de régions de responsabilité entre les pays membres de l'OTAN, la mer Baltique se trouve dans la zone du Danemark, de l'Allemagne et de la Pologne. En revanche, les Etats-Unis ont montré que la région a une importance stratégique par sa participation à plusieurs exercices du Partenariat pour la Paix. Ils regardent la mer Baltique comme une mer libre à laquelle ils veulent avoir un accès illimité.

#### 5.4.4 L'OTAN

L'OTAN fait fonction de deux organisations de la région de la mer Baltique. L'un est l'alliance de défense, qui par son élargissement transforme de plus en plus la mer Baltique à une *mer de l'OTAN*. L'autre est caractérisé par l'intégration militaire au Partenariat pour la Paix, qui est plus fondé sur des mesures régionales de création de la confiance. Actuellement l'OTAN réalise un processus de changement dans trois domaines ;

- I Un accent plus fort aux opérations maintien de la paix.
- II L'élargissement de l'alliance, en premier lieu en Europe centrale et de l'est.
- III Un développement du caractère plus européen d'organisation.

<sup>25</sup> Bertel Heurlin, *Baltic Security* p.90

<sup>26</sup> Per Juliusson, *Vad vill omvärlden med Baltikum?* p.41

Pendant la guerre froide, les missions de guerre de l'OTAN dans la région de la mer Baltique étaient essentiellement destinées à empêcher le passage soviétique par les déversoirs. Les conditions géographiques militaires ont changé après la réunion allemande et l'adhésion polonaise, et actuellement on peut dire qu'il y a une présence navale permanente de l'OTAN dans la mer Baltique. Cette présence a compliqué les aspirations russes d'être la plus grande puissance de la région. Il est aussi impossible pour la Russie de récupérer cette position, en revendiquant que la mer Baltique serait une *mare clausum*, car la présence de l'OTAN est manifestée par les forces navales des Etats riverains. La conférence des ministres de défense de l'OTAN, en décembre 1997, a été décidée une réorganisation de la structure de commandement de l'OTAN pour mieux contrôler sa zone agrandie. Ainsi le BALTAP, *Baltic Approaches*, est réorganisé en JSNEC, *Joint Subregional North-East Command*. La création d'une structure de commandement particulier à la région de la mer Baltique est une indication de son importance stratégique augmentée.

|                               | Sous-marins | Destroyers | Frégates | Corvettes, Patrouilleurs lance-missiles | Bâtiments de mines | Amphibies | Bâtiments de commandement et logistique etc. |
|-------------------------------|-------------|------------|----------|---|--------------------|-----------|--|
| <b>Danemark</b>               | 5           | -          | 3        | 41                                      | 9                  | -         | 8  |
| <b>Allemagne<sup>27</sup></b> | 17          | 3          | -        | 36                                      | 40                 | 8         | 42   |
| <b>Pologne</b>                | 3           | 1          | 1        | 33                                      | 25                 | 5         | 12   |
| <b>OTAN totale</b>            | <b>25</b>   | <b>4</b>   | <b>4</b> | <b>110</b>                              | <b>74</b>          | <b>13</b> | <b>62</b>                                    |
| <b>Russie<sup>28</sup></b>    | 6           | 3          | 28       | 42                                      | 60                 | 8         | 118  |
| <b>Suède<sup>29</sup></b>     | 14          | -          | -        | 25+15                                   | 28+17              | + 152     | 29   |
| <b>Finlande</b>               | -           | -          | -        | 14                                      | 23                 | 6         | 14   |
| <b>Estonie<sup>30</sup></b>   | -           | -          | -        | 3                                       | 2                  | -         | 3  |
| <b>Lettonie<sup>31</sup></b>  | -           | -          | -        | 18                                      | -                  | -         | -  |
| <b>Lituanie</b>               | -           | -          | 2        | 5                                       | -                  | -         | -  |

Source: The Military Balance, 1996/97

Le tableau ci-dessus montre que l'équilibre militaire dans la mer Baltique est déplacé à l'avantage de l'OTAN. La Russie a toujours une quantité de frégates dans la région, mais la plupart sont relativement désuètes. Dans les pays occidentaux, ce type de navire a été remplacé par des plus petits navires lance-missiles équipés avec des systèmes d'armes plus avancés.

De plus, l'OTAN a eu un grand succès dans la région avec son programme du Partenariat pour la Paix. La Finlande, la Suède, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, en plus des pays de l'OTAN, participent à plusieurs exercices tous les ans. La Russie par contre, qui aussi est un membre, a été très réticente à participer.

En résumé, la stratégie de l'OTAN dans la mer Baltique a obtenu du succès. Une présence militaire est établie, et en principe, tout les pays riverains participent aux

<sup>27</sup> Les frégates allemandes (11) sont basées à la mer du Nord, et ils n'ont pas des tâches dans la mer Baltique normalement.

<sup>28</sup> Ici est la flotte russe de la mer Baltique présentée.

<sup>29</sup> Les chiffres après le signe plus, précisent des navires de l'Artillerie côtière.

<sup>30</sup> Les navires sont sans armes ou ils ont des armes très légères.

<sup>31</sup> Les navires sont sans armes ou ils ont des armes très légères.

activités de création de confiance. Pourtant, la Russie reste toujours un pôle d'incertitude de la politique de sécurité.

## **6. L'Elargissement de l'OTAN dans la région de la mer Baltique**

### 6.1 L'Elargissement de l'OTAN

Beaucoup de personnes voient dans cette question le destin de l'OTAN, en fonction de l'adhésion de nouveaux Etats à l'organisation. Si une organisation internationale veut prendre des décisions, ce qui est très important, faut-il encore qu'il y ait de l'unanimité entre les membres. Dans l'histoire de l'OTAN il y a plusieurs exemples de problèmes et de blocages sur des questions importantes, car les seize membres actuels ont eu des intérêts et des attitudes différentes. Avec plus de membres il faudra prendre en compte les points de vue d'une vingtaine des capitales et l'effet de décision sera diminué. Il y avait aussi dans les Etats occidentaux une inquiétude que la Russie, pour des raisons traditionnelles et géopolitiques, réagisse contre un élargissement en reprenant sa politique hostile au monde occidental. C'est pourquoi les pays membres n'ont pas pris facilement la décision de l'élargissement.

En liaison avec l'effondrement en Europe de l'est, les pays de l'ancien pacte de Varsovie et les pays Baltes ont commencé à présenter des désirs insistants d'une adhésion rapide aux organisations et structures de sécurité occidentales. Les raisons étaient, officiellement, politico-economiques, mais en réalité, il y avait le besoin de profiter de la garantie de sécurité dans une forme militaire d'alliance, qui implique une adhésion à l'OTAN. Au début, les Etats de l'OTAN étaient réservés, mais en 1993 ils se déclaraient plus favorables à un élargissement. La même année, les Etats-Unis ont lancé la proposition du Partenariat pour la Paix. Certains Etats interprétaient cette proposition comme une tentative de l'alliance pour repousser la question d'adhésion à un avenir indéfini. Cependant, le Partenariat pour la Paix est un concept réussi, et comprend actuellement une trentaine d'Etats. Les souhaits des Etats de l'Europe centrale et de l'est d'être membres de l'OTAN, n'étaient pas freinés par le PPP. Le rapport de l'OTAN de septembre 1995 précise que la condition à un élargissement est qu'elle n'aboutisse pas à une nouvelle division en Europe. Le rapport repousse indirectement la Russie comme futur membre, tout en soulignant l'importance de maintenir des bonnes relations entre la Russie et une alliance élargie.<sup>32</sup> Des garanties sont exigées des pays prévus ; ils doivent être des démocraties, et suivre les décrets de l'ONU et les autres droits internationaux. De plus, il faut qu'ils soient capables de se défendre, à un certain degré, et par conséquent contribuent, pour une part, à la défense commune de l'OTAN. Finalement, ils doivent avoir résolu leurs problèmes à caractère territorial, de frontières et de minorités en leur sein et avec leurs voisins avant l'entrée. Le rapport insiste aussi qu'aucune partie étrangère à l'Alliance, en clair la Russie, n'aura de droit de mettre son veto aux décisions de l'OTAN à cette question.

Au sommet de l'OTAN à Madrid en juillet 1997, il a été décidé d'inviter la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque aux négociations d'adhésion. Selon les plans, ces trois pays vont être reçus comme membres de l'OTAN à l'occasion de

---

<sup>32</sup> Mike Wennerstig, *Alliansfrihet eller NATO-medlemskap?* p. 16

son cinquantième anniversaire en mars 1999. Un débat en l'OTAN a précédé la décision à Madrid, durant lequel les Etats-Unis, ont affirmé que l'élargissement devrait être limité à trois Etats, tandis que la France déclarait que la Roumanie et la Slovénie devraient être invités également. Par la limitation de la première série, l'OTAN s'est engagée, plus ou moins, à une deuxième série. La Russie, qui seulement à contrecœur a accepté la première série, a déclaré que si les pays Baltes étaient invités, l'accord entre l'OTAN et la Russie serait révoqué. C'est pourquoi l'apparence de la deuxième série est toujours très confuse. De plus, il n'existe aucun programme pour une poursuite de l'élargissement. Pourtant, il est clair qu'il n'interviendra pas avant que l'OTAN ait évalué les expériences et les coûts de l'élargissement en voie d'accomplissement.

La poursuite de l'élargissement à la région pourrait concerner les pays Baltes ou la Finlande et la Suède. Pendant que les premiers ont endigué leur but de se joindre à l'alliance de défense au plus tôt, la Finlande et la Suède se trouvent dans une autre position. Actuellement, les deux pays remplissent les exigences d'une adhésion et il est probable que l'OTAN traiterait une candidature très vite.<sup>33</sup> Il est frappant que pendant que l'OTAN hésite à accepter les pays Baltes comme membres, la Finlande et la Suède hésitent à chercher leur sécurité dans le cadre de l'OTAN.

L'adhésion balte présente plusieurs problèmes. Bien que les Etats-Unis aient déclaré qu'une adhésion à l'OTAN serait possible à tous pays qui remplissent les exigences d'entrée,<sup>34</sup> il faut que l'organisation tienne compte de la forte résistance russe à l'affiliation balte. Il y a dans l'OTAN des grands désaccords sur les Etats concernés par un nouvel élargissement. La France et l'Allemagne préfèrent les Etats de l'Europe centrale qui restent, alors que la Norvège et le Danemark supportent une adhésion balte. Si l'OTAN choisit de réaliser l'élargissement à l'est par étapes, la Lituanie sera, probablement, le premier membre parmi les pays baltes. En effet, sa position géographique comme voisin de la Pologne et sa plus forte défense parmi les trois militent pour son adhésion.<sup>35</sup> Un argument fort contre une adhésion lituanienne est L'Oblast de Kaliningrad serait encerclé par une zone contrôlée par l'OTAN. La stratégie de l'OTAN en Europe de l'est est évidemment d'empêcher que la Russie ait la possibilité de s'étendre à nouveau sur le continent européen en vue de reconstruire son tampon stratégique traditionnel entre la patrie et une ennemie européen éventuel. La question est de savoir où l'OTAN a l'intention de pousser ses bornes stratégiques vers la Russie. Si les pays baltes ne se retrouvent pas derrière ces bornes, il est douteux que l'Ouest soit préparé à payer cher pour les protéger, avec des moyens militaires, lors d'un conflit entre eux et la Russie. Même si cette agression russe semble invraisemblable actuellement, la situation pourrait se produire si la Russie choisissait à l'avenir une politique extérieure et de sécurité agressive. La démocratie en Russie est déjà très fragile. Boris Eltsin, qui est le seul leader russe qui semble être un garant de la démocratie, s'affaiblit de plus en plus, physiquement et politiquement. Le Premier ministre Primakov, un ancien chef de KGB, semble trouver que les intérêts nationaux de la Russie ne sont pas compatibles avec les intérêts de l'Ouest en Europe. Ses conseillers économiques ont proposé qu'une reconstruction de l'industrie d'armes

<sup>33</sup> Mike Winnerstig, Alliansfrihet eller NATO-medlemskap? p.16

<sup>34</sup> Pekka Sivonen, Baltic Security p.105

<sup>35</sup> Gediminas Vitkus, Baltic Security p.56

russe soit un chemin convenable pour sortir la crise économique. Les seuls candidats qui sont prêt à remplacer Eltsin sont le Maire de Moscou, Luzhkov, qui peut être qualifié de nationaliste, et Lebed, un ancien général.<sup>36</sup> Avec cela comme arrière-plan, la décision d'un élargissement de l'OTAN peut être une mesure pour la stabilité européenne. Mais, comme l'adhésion balte semble invraisemblable dans un proche avenir, l'OTAN doit prendre d'autres mesures pour garantir sa sécurité. Ces mesures sont également un support actif au processus de la démocratie en Russie. Une grande responsabilité échoit à l'UE et l'OSCE. Entre autres, l'OTAN a proposé la création d'une zone de sécurité nordico-balte, à laquelle la Suède et la Finlande seraient une forme de garants de sécurité.<sup>37</sup> Pourtant, les deux pays non-alignés ont repoussé la proposition.

Nous avons vu plus tôt qu'une adhésion suédoise et finlandaise pourrait être envisagée à l'avenir. Il y a un débat commun aux deux pays au sujet des futures politiques de sécurité. L'adhésion à l'EU entraîne que la possibilité d'être neutre en cas d'un conflit diminue considérablement. L'évolution de la région est un facteur qui influence fortement les choix de ces Etats. La Russie préfère que la Suède et la Finlande conservent leur non-alignement puisqu'ils profitent aux intérêts nationaux russes.<sup>38</sup> Les possibilités russes, de passage libre par le golfe de Finlande et le Sund en cas d'un conflit entre la Russie et l'OTAN, seraient de plus difficiles si les deux pays étaient membres à l'alliance. Cependant, ce dernier élément n'est pas la raison de l'attente d'une adhésion suédoise et finlandaise. Tous les deux ont une défense nationale rassurante, la menace dans la région est faible, l'UE est en train de développer lentement une défense commune, et le nouveau rôle de l'OTAN sur la scène européenne de la politique de sécurité est encore assez vague. Cela permet aux deux pays de tranquillement remettre leur choix à plus tard.

## 6.2 Les réactions russes et l'accord de Paris

Il y a en Russie une méfiance inébranlable contre l'OTAN. Les russes ont des difficultés à accepter que l'ancien ennemi de la guerre froide puisse être un futur partenaire de coopération pour la sécurité européenne. Il existe un lien avec la participation russe pour la paix en ex-Yougoslavie. Moscou refusait d'avoir ses unités subalternes au SACEUR, c'est-à-dire l'OTAN. A la place, la Russie a conclu un accord de participation bilatérale avec les Etats-Unis, lequel impliquait le même structure de commandement, mais qui a constitué une opposition forte à l'OTAN.<sup>39</sup> En Russie il y avait une unanimité politique qu'un élargissement de l'OTAN aux anciens Etats du pacte de Varsovie et, dans une plus large mesure, aux anciens Etats soviétiques comme les pays baltes et l'Ukraine, soit une menace nette aux intérêts de sécurité russes. L'ancien ministre de la défense russe, Pavel Gratjov, a menacé d'intervenir militairement dans les pays baltes et de révoquer les accords de désarmements existants avec les Etats-Unis et l'OTAN, si l'OTAN était élargie. De plus, la Russie a des relations proches avec la Biélorussie,

<sup>36</sup> Newsweek, 19 octobre 1998

<sup>37</sup> IFRI, RAMSES 98, p. 60

<sup>38</sup> Arkady Moshes, *Baltic Security* p.143

<sup>39</sup> Axel Krohn, *Baltic Security* p.118

vraisemblablement en partie pour affronter une OTAN élargie. La Russie a exprimé les arguments suivants contre l'élargissement :<sup>40</sup>

- I Dès les premiers pas l'élargissement aggrave la situation militaire autour de Kaliningrad, et un élargissement poursuivi pourrait rendre impossible pour la Russie de défendre cette région avec des armes classiques. C'est-à-dire que la Russie serait *forcée* d'utiliser les armes nucléaires tactiques.
- II L'élargissement a changé le point de vue russe pour le Partenariat pour la Paix. Elle ne le considère plus comme un instrument de création de la sécurité entre l'OTAN et les autres Etats. A la place, la Russie considère la PPP comme une salle d'attente de l'adhésion, un outil de l'alliance pour rapprocher les candidats à l'OTAN. C'est pourquoi la Russie a cessé toute participation aux exercices au Partenariat pour la Paix, y compris des exercices dans la mer Baltique auxquels seuls des non-alignés Etats membres de la PPP participent.
- III L'incertitude d'un élargissement continuée nuit gravement aux relations entre la Russie et les pays baltes. Au lieu de l'OTAN, la Russie recommande des autres organisations, surtout l'OSCE et le Conseil de la mer Baltique, mais elle peut aussi accepter que l'UEO soit plus importante dans son rôle d'architecte de la sécurité européenne.

Pour inciter la Russie à accepter le premier élargissement, le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a négocié un accord entre la Russie et l'OTAN. L'accord, qui a été signé à Paris 1997, ne règle pas la question de l'élargissement à part, mais il est orienté vers les relations entre les deux en général. Il se compose de trois parties principales :<sup>41</sup>

- I Un *Conseil commun de l'OTAN et de la Russie* est créé pour des consultations, des planifications et la réalisation d'opérations pour le maintien de la paix. Une partie ne peut pas mettre son veto contre l'autre. Même si la Russie peut attirer l'attention sur la question de l'élargissement dans le conseil, elle n'a aucune possibilité d'en arrêter le processus.
- II Une délégation russe est créée au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, en plus de la délégation russe existant au SHAPE, le quartier général militaire de l'OTAN en Europe. Elle implique que la Russie pourrait avoir une représentation à l'OTAN presque aussi forte que les pays membre de l'alliance.
- III Les Etats de l'OTAN expliquent qu'ils n'ont aucune raison et aucun projet de placer des armes nucléaires ou de construire des magasins pour stockage des armes nucléaires sur le territoire des nouveaux membres. L'alliance n'a non plus l'intention de placer des unités étrangères de l'OTAN dans ces territoires. En revanche, rien ne l'empêche de modifier ses plans concernant aussi bien les armes nucléaires que les déplacements des unités, par exemple si un nouveau membre est menacé.

En plus de ces trois parties principales, l'accord souligne l'importance des accords de désarmement déjà signés, surtout l'accord FCE, et il insiste pour que les niveaux des armements concernés par l'accord soit encore diminués.

---

<sup>40</sup> Arkady Moshes, *Baltic Security* p.141-143

<sup>41</sup> L'accord de Paris 1997

Une certaine opposition russe contre l'accord était relevée, et dans les pays occidentaux des voix se sont élevées, entre autres de Henry Kissinger, pour souligner que la Russie a maintenant une trop grande influence sur les décisions de l'OTAN.

Même si la Russie actuellement a accepté à contrecœur l'adhésion de la Pologne à l'OTAN, elle refuse d'admettre l'adhésion balte. Elle a prononcé d'un ton cassant qu'aucun ancien Etat soviétique ne sera autorisé à adhérer à l'alliance. Aussi, bien qu'aucun pays de l'OTAN n'ait accepté l'occupation soviétique des pays baltes après la deuxième guerre mondiale, la prise de position russe a influencé beaucoup de décideurs à l'OTAN. L'adhésion des Etats baltes pourrait aboutir à un antagonisme entre la Russie et l'Ouest dans quelques années, si l'OTAN s'accroche à une perspective libérale comme base de sa conduite, ce qui n'est pas tout à fait sûr. Il est facile de trouver des exemples dans l'histoire européenne où les grandes puissances ont arrêté entre eux les destins des petits Etats, au détriment de ces derniers.

La future sécurité et stabilité de la région de la mer Baltique sont aux mains de la Russie. Aucun des autres pays riverains n'a de différends insolubles, ni non plus les pays baltes. La Russie est le seul pays qui soit opposé à ce que des Etats indépendants puissent choisir eux-mêmes la structure de sécurité qu'ils désirent. Malgré des crises économiques et politiques ainsi que des forces armées presque en ruines, la Russie s'efforce d'essayer de maintenir une position de grande puissance traditionnelle. Actuellement, cette *position de grande puissance* existe seulement à cause des armes nucléaires russes. L'Ouest supportera naturellement le développement démocratique et économique en Russie, mais dans les limites du possible. Ce dont la région de la mer Baltique, l'Europe et le reste du monde ont certainement le moins besoin, est une Russie militairement forte et dominante, à présent et à l'avenir.

### 6.3 Le Processus de l'élargissement et la sécurité future de la région de la mer Baltique

Quelles conséquences aura le processus de l'élargissement, à court et à moyen terme pour l'OTAN et la région de la mer Baltique? Différents effets sont prévisibles, en fonction de la perspective qu'on utilise. Pourtant, la réalité montre des ressemblances aux diverses perspectives.

Une certaine pesanteur des décisions de l'OTAN est probablement inévitable avec plus de membres. C'est presque toujours le prix à payer pour les organisations entre-Etats avec un droit de veto gardé pour tous les membres. De l'autre côté, les nouveaux membres ne veulent pas se positionner fort comme des Etats qui disent toujours non, car après une lutte de plusieurs années ils ont gagné l'admission à l'alliance.

Il est possible que l'OTAN, qui a montré une grande capacité d'adaptation après la guerre froide, accomplisse ses tâches traditionnelles, le fond militaire de l'alliance restant sa défense en commun, mais où aussi des nouvelles missions, par exemple

des opérations de maintien de la paix, forment des compléments importants. Dans une perspective libérale, où la démocratisation en Europe et dans son environnement immédiat a supprimé en pratique les guerres entre des Etats, les dernières missions seront les plus importantes pour l'alliance à l'avenir. La réalisation de l'accord de Paris entre l'OTAN et la Russie sera probablement décisive pour le fonctionnement de la nouvelle OTAN. S'il réussit, une communauté de sécurité pour presque toute l'Europe, avec l'OTAN comme la base, pourrait être construite.

Par contre, dans une perspective plus réaliste traditionnelle, on peut prédire que des tensions se produiront, sans aucun doute, entre la Russie et les pays occidentaux, puisque la Russie est pratiquement exclue d'une adhésion à l'OTAN. La mauvaise économie et la démocratie fragile en Russie pourraient conduire dès les leaders russes à essayer de tourner l'intérêt de l'opinion publique vers une question extérieure, par exemple un prétendu mauvais traitement des minorités russes dans les pays baltes, et de cette façon rapidement tendre la situation dans la région de la mer Baltique et dans le reste de l'Europe. Mais, la situation économique pourrait aussi conduire à ce que les pouvoirs soient consacrés à l'intérieur de la Russie pour reconstruire les industries etc., ce qui rend possible un réarmement et une possibilité de retrouver l'ancienne puissance militaire à l'avenir. Cette puissance pourrait ensuite être utilisée contre l'Ouest et l'OTAN.

Dans une perspective plus géopolitique, déterminé par les destinées de la Russie et de l'Europe de l'ouest ainsi que des Etats-Unis sont condamnés à être adversaires et/ou ennemis, l'apparence d'élargissement de l'OTAN a peu d'importance. Selon cette perspective, il y aura, en effet, toujours une ligne de démarcation en Europe entre les grandes puissances à l'est et à l'ouest, essayant de dominer le continent et avec cela cette partie du monde eurasiatique. Des experts, comme l'ancien ministre des Affaires étrangères américain Henry Kissinger, ont interprété la situation, déclarant que l'OTAN doit être conservée pour affronter la menace, probable mais pas encore aiguë, d'une Russie reconstruite et militairement puissante. La seule chose qui pourrait changer cette situation est qu'un troisième acteur puisse défier en même temps les deux adversaires actuels. La Chine pourrait être cet acteur, mais seulement à assez long terme.<sup>42</sup>

Par ces scénarios d'avenir, il est évident que ce qui se passe ou pourrait se passer dans la région de la mer Baltique, influencera tout le continent européen. La plus grande provocation dans la région est actuellement de considérer des besoins des pays baltes pour une politique de sécurité qui soit acceptée par eux-mêmes, par l'OTAN et par la Russie. C'est pourquoi il est très important que toute l'Europe occidentale participe au processus de la politique de sécurité de la région et ne fixe pas seulement son intérêt en Europe centrale et à la région de la mer Méditerranée. La mer Baltique est ce lieu des contacts quotidiens entre la Russie et le monde occidental. Il s'agit de contacts économiquement importants, sous forme des importations et des exportations russes. Mais, aussi des contacts militaires entre des navires et des avions de chasse dans, sur et au-dessus de la mer Baltique, et entre des soldats aux frontières de l'OTAN et des pays non-alignés vers la Russie.

---

<sup>42</sup> Mike Winnerstig, Alliansfrihet eller NATO-medlemskap? p.21-22

Aucune autre zone du monde n'est plus importante pour la Russie actuellement. C'est pourquoi le risque d'un conflit majeur entre la Russie et l'OTAN est le plus grand dans cette région, mais c'est aussi dans cette région qu'il est le plus convenable de présider à la création d'une Europe stable, solide et assurée, et que la possibilité soit donnée à la Russie de devenir un futur partenaire.

## Annexe 1

### Bibliographie

Gunnar ARTEUS & Atis LEJINS, Baltic Security, ISBN-9984-583-09-0

Yves LACOSTE, Dictionnaire de Geopolitique, ISBN 2-08-035107-9

Grand Atlas Bordas, ISBN 2-04-020979-4

Per JULIUSSON, Vad vill omvärlden med Baltikum? (*Qu'est que l'entourage veut faire avec les pays baltes?*), FHS SI Série R:4 1997

Mike WINNERSTIG, Alliansfrihet eller NATO-medlemskap? (*Non-alignement ou adhésion à l'OTAN?*), ISBN 91-7183-235-1

IFRI, RAMSES 98, ISBN 2-10-003505-3

La Convention de Droit de la mer, 1982

Le Traité de Sund, 1857

La XIIIème Convention de La Haye

Le Traité de Madrid, 1997

L'Accord de Paris, 1997

Federal Ministry of Defence, White Paper 1994, The security of the Federal Republic of Germany.

The International Institute for Strategic Studies, The Military Balance 1996/97, ISBN 0-19-829217-1

Newsweek, 19 oct. 1998

## La Mer Baltique

